

## **LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI**

---

**Allocution prononcée par David Dodge  
gouverneur de la Banque du Canada  
au Sommet économique de l'Ontario  
Niagara-on-the-Lake, Ontario  
le 7 octobre 2004**

---

### **L'évolution de l'économie internationale et ses répercussions sur l'Ontario**

Bonjour. Je suis heureux d'être ici aujourd'hui et de prendre part à ce très important sommet.

Il n'est pas facile de trouver des choses nouvelles à dire à la toute fin d'un colloque. Le thème de mon allocution est la place de l'Ontario dans le monde, mais je me rends bien compte que vous avez déjà passé une journée et demie à écouter les opinions de gens compétents qui consacrent une grande partie de leur temps à étudier cette question. Vous avez discuté abondamment des forces à l'œuvre au sein de l'économie mondiale et de leur influence sur celle du Canada et, bien sûr, celle de l'Ontario.

Malheureusement, je n'ai pas pu assister à l'ensemble des ateliers. J'ai donc manqué bon nombre des interventions et des exposés intéressants qui ont été faits. Mais j'aimerais quand même contribuer à cet échange de vues sur l'Ontario et sa place dans le monde en vous donnant un aperçu des sujets qui ont été examinés la fin de semaine dernière à l'occasion des réunions du G7 et du Fonds monétaire international à Washington. Je résumerai les points soulevés concernant les défis que l'économie mondiale devra relever au cours de la prochaine année, mais aussi à moyen terme. Puis, j'expliquerai en quoi ces questions et leurs répercussions touchent l'économie ontarienne.

### **L'évolution de l'économie mondiale à court terme**

L'un des thèmes qui est revenu le plus souvent à Washington est le fait que l'année 2004 se révèle meilleure que ce à quoi bien des gens s'attendaient, surtout au premier semestre. En effet, le FMI prévoit maintenant une croissance de 5 % de l'économie mondiale en 2004, ce qui constituerait une nette augmentation par rapport au taux de 3,9 % observé en 2003. Si les États-Unis continuent à contribuer largement à cette expansion, il est encourageant de constater que l'activité en Asie connaît une progression très vive et qu'elle s'accélère en Europe.

Un certain nombre de facteurs sont à l'origine de cette croissance : les conditions de financement qui demeurent favorables et une amélioration générale du secteur bancaire ainsi que des bilans et de la rentabilité des entreprises privées. Les perspectives au

chapitre de la consommation et de l'investissement continuent à être bonnes dans la plupart des pays.

Ces projections sont de bon augure pour le reste de l'année et 2005, même si, pour la plupart, les participants aux réunions de la fin de semaine étaient d'avis que le rythme d'expansion de l'activité économique dans le monde ne sera pas tout à fait aussi vigoureux au cours de cette période qu'au premier semestre de 2004. Par exemple, dans ses prévisions, le FMI avance pour 2005 un taux de 4,3 %, ce qui demeure supérieur au taux tendanciel tout en étant un peu plus faible que le rythme projeté pour 2004.

Cependant, ces prévisions optimistes s'accompagnaient d'une mise en garde claire. La résultante des risques penche vers un léger affaiblissement de l'activité à l'échelle mondiale en 2005. Permettez-moi d'énumérer brièvement certains des risques dont il a été question. En général, les gens estimaient que la flambée des cours du pétrole pourrait freiner la croissance de façon plus marquée l'an prochain, surtout si les prix restent à leurs niveaux actuels. Le renchérissement du pétrole a restreint l'expansion économique, mais la majorité des participants aux réunions convenaient que, jusqu'à présent, les effets globaux semblent maîtrisables.

La situation géopolitique continue de jeter de l'incertitude sur l'évolution de l'économie internationale. Par ailleurs, on commence à voir apparaître des signes de pressions inflationnistes dans certains pays, à mesure que leurs économies se rapprochent des limites de leur capacité de production. Le défi qui se posera pour les autorités monétaires sera de gérer la transition entre un environnement de taux d'intérêt très bas et un autre caractérisé par des taux directeurs légèrement plus élevés.

### **Les projections à moyen terme concernant l'économie mondiale**

Au-delà de 2005, les participants s'entendaient pour dire que les responsables des politiques économiques des différents pays du globe devront s'attaquer aux problèmes qui toucheront l'économie mondiale. Permettez-moi de traiter pendant quelques minutes des propos qui ont été échangés sur les défis à moyen terme auxquels sera confrontée l'économie de la planète.

En 2006 et dans les années qui suivront, une préoccupation majeure sera de voir comment les économies s'ajusteront aux déséquilibres économiques mondiaux observés actuellement. Le déficit courant considérable qu'accusent les États-Unis a comme contrepartie les importants excédents de la balance courante de presque toutes les autres régions du globe, et surtout l'Asie. Parallèlement, les engagements extérieurs nets de nos voisins du sud ont fait un bond, tandis que les pays asiatiques ont gonflé fortement leurs réserves de change.

Dans les années à venir, le déficit courant des États-Unis continuera vraisemblablement à se creuser et les excédents de la balance courante des économies émergentes d'Asie risquent de demeurer plus élevés, et pendant plus longtemps, qu'il est jugé souhaitable. Pour l'heure, il n'y a aucune raison de croire que les marchés mondiaux de capitaux ne

peuvent pas maîtriser ces déséquilibres. Mais des déséquilibres des balances courantes d'une telle ampleur ne peuvent subsister à long terme, et aucun pays ne peut accumuler indéfiniment des réserves de change. Des transformations seront nécessaires à l'échelle internationale pour rétablir l'équilibre.

Ces ajustements pourraient s'opérer de diverses façons, et espérons-nous, s'effectuer sans heurts, notamment par des changements dans les habitudes générales d'épargne et de consommation. Par exemple, l'épargne intérieure pourrait augmenter aux États-Unis — on peut s'attendre à une hausse des taux d'épargne de l'État et des ménages. De plus, la consommation à l'étranger pourrait croître à mesure que les économies et les marchés continuent à se développer. Il convient de noter qu'en Amérique du Nord, la part de la consommation des ménages dépasse largement 60 % du PIB. En ce qui concerne l'avenir, si l'on tient compte du vieillissement de la population, il est important que les taux d'épargne des ménages s'accroissent sur le continent nord-américain.

Parallèlement, les dépenses des ménages dans les économies émergentes d'Asie ne représentent qu'environ 40 % du PIB de cette région. Si les revenus des Asiatiques augmentent, il y a de fortes chances que la consommation des ménages dans cette région en fasse autant. Il s'agit là de forces naturelles qui favorisent la correction de ces déséquilibres.

Le second mécanisme d'ajustement devra indéniablement passer par des modifications des taux de change réels, c'est-à-dire la valeur relative des monnaies corrigée des effets de l'inflation. Ces changements pourraient prendre la forme de variations des taux d'inflation relatifs ou des taux de change nominaux, ou une combinaison des deux. En ce qui a trait aux taux de change nominaux, la grande question est la nécessité d'une dépréciation effective du dollar américain par rapport aux monnaies des économies émergentes d'Asie. Un élément déterminant est le taux de change fixe de la Chine et la mesure dans laquelle les autorités chinoises réussiront à réaliser leur objectif déclaré d'en venir à laisser flotter le cours de leur monnaie.

Selon toute probabilité, ces deux grands mécanismes d'ajustement contribueront jusqu'à un certain point à faciliter la correction des déséquilibres mondiaux. À mesure que ces ajustements s'effectueront, deux conditions essentielles devront être remplies pour que les revenus réels continuent de croître dans l'ensemble des pays. Premièrement, les échanges commerciaux internationaux devront se poursuivre librement. C'est pourquoi nous devons veiller à ce que les négociations menées sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, dans le cadre de la déclaration de Doha, progressent constamment. C'est aussi pourquoi nous devons lutter contre toute vague de protectionnisme.

Deuxièmement, toutes les économies doivent s'efforcer d'augmenter leur flexibilité, afin que les ajustements requis n'entraînent pas une baisse des revenus réels. Ici au Canada, nous avons continué à accroître la souplesse de nos marchés de biens et services, de capitaux et, ce qui est plus important encore, du travail. Par ailleurs, nous tous, dirigeants de sociétés et d'institutions publiques, devons nous attacher à améliorer la productivité

dans nos milieux de travail. Cela m'amène aux questions qui doivent retenir notre attention ici, en Ontario. Le reste de mon discours portera d'ailleurs sur ces considérations.

### **Les ajustements requis en Ontario**

Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, je n'ai pas pu participer à vos discussions antérieures concernant la structure de l'économie ontarienne. Mais, maintenant que je vous ai brossé un tableau des forces qui, de l'avis des experts internationaux, seront à l'œuvre dans les années à venir, permettez-moi de prendre quelques minutes pour vous parler des implications que ces forces auront chez nous sur les plans structurel et concurrentiel.

L'expérience m'a enseigné qu'il faut toujours user d'une grande prudence lorsque l'on tente de prévoir l'évolution précise des structures d'une économie. Néanmoins, je pense qu'il n'est pas hasardeux de prédire que le premier des ajustements consistera, de toute évidence, en une transformation des procédés de fabrication dans le monde, à mesure que se développera la capacité des pays d'Asie de produire des biens à bas coût et de manière très efficiente. Cela suppose que des pressions concurrentielles intenses et continues s'exerceront sur les secteurs qui forment les piliers traditionnels de l'économie ontarienne, à savoir l'automobile et les pièces détachées, la fabrication d'autre matériel de transport ainsi que certaines industries légères. Au fil du temps, ces pressions se feront de plus en plus sentir dans des secteurs comme ceux de l'acier et de la fabrication lourde, et rien ne permet de croire qu'elles s'atténueront au cours des prochaines années.

En second lieu, il sera nécessaire de s'ajuster aux cours plus élevés de l'énergie dans les années à venir. Cette situation constitue certes un enjeu de taille pour tous les pays, mais elle pose un problème pour le Canada et l'Ontario, qui sont considérés comme énergivores selon les normes internationales. Mais les inquiétudes quant à la montée des cours de l'énergie et aux approvisionnements ne se limitent pas au pétrole et au gaz naturel. La grande panne de courant d'août 2003 nous a rappelé de façon saisissante l'importance d'un approvisionnement en électricité adéquat et sûr. Nous savons que nos ressources électriques sont souvent utilisées à la limite de leurs capacités. Et nous sommes conscients que la demande en Ontario va continuer de progresser dans l'avenir, et qu'aucune mesure précise n'a été prévue pour remplacer les unités de production qu'on se propose d'éliminer.

Un troisième ajustement a trait aux produits de base non énergétiques. Ainsi, la forte demande provenant des économies florissantes d'Asie contribue à faire augmenter les cours de produits comme le nickel et le minerai de fer. En conséquence, nous voyons des pays déployer des efforts considérables pour exploiter de nouveaux gisements et pour extraire ces produits de façon plus efficiente. Les producteurs de matières premières de l'Ontario doivent profiter de cette conjoncture favorable pour améliorer leur productivité, afin de pouvoir relever les nouveaux défis posés par la concurrence.

Quatrièmement, nous sommes en train de nous adapter au fait que les services que l'on croyait auparavant non exportables font de plus en plus l'objet d'une concurrence à l'échelle mondiale, grâce aux progrès technologiques. Par exemple, les industries de services de l'Ontario doivent compter davantage avec la présence de nouveaux fournisseurs, comme les secteurs des technologies de l'information et des services aux entreprises de l'Inde, qui sont en plein essor. Tout indique que cette tendance se poursuivra, et que le même phénomène s'observera dans d'autres industries de services.

Mais le principal défi auquel le secteur des services de l'Ontario devra faire face est sans doute l'intégration continue au sein des industries de services financiers de par le monde. Ce mouvement constitue un réel défi pour la compétitivité de ce secteur, qui est si important dans la grande région de Toronto. D'ailleurs, bien qu'elles soient concentrées autour de la métropole, les sociétés de services financiers n'en jouent pas moins un rôle crucial à l'échelle de la province : les secteurs des services financiers, des assurances et du crédit-bail représentent presque 15 % du PIB de l'Ontario.

Les défis posés par l'intensification de la concurrence obligent les entreprises, les politiciens et les décideurs publics de l'Ontario à trouver des façons d'accroître la productivité des industries et l'efficacité des marchés.

Permettez-moi d'apporter une précision. Mes propos jusqu'à présent peuvent donner l'impression que je brosse un tableau très sombre des perspectives économiques de l'Ontario. On ne doit pas oublier que les changements qui s'opèrent au sein de l'économie mondiale ont aussi pour effet de créer des revenus et de la richesse en Chine et en Inde, et donc de stimuler la demande de biens et de services importés dans ces pays. Ces marchés émergents sont bel et bien des marchés. Cette source de demande croissante est susceptible de donner une impulsion à l'économie mondiale en général, et à celle de l'Ontario en particulier.

Ces deux derniers jours, vous avez entendu des personnes qui savent beaucoup mieux que moi comment les différents secteurs doivent s'y prendre pour affronter cette concurrence et tirer parti de ces possibilités qui s'offrent à eux. Je vais donc m'abstenir d'y aller de mes propres recommandations quant aux politiques précises à adopter. En revanche, je tiens à vous faire part de certaines des questions auxquelles, à mon sens, il faut accorder une grande attention pour permettre à l'Ontario de relever les défis mondiaux auxquels nous serons confrontés à moyen terme.

Premièrement, **il importe d'améliorer l'efficacité du marché du travail et la qualité des ressources humaines de l'Ontario**. Il s'agit là d'un facteur crucial qui permettra à la province d'affronter les défis futurs de la concurrence. Afin de se doter de travailleurs qualifiés dont elle aura besoin pour répondre aux exigences du marché du travail, l'Ontario doit faire en sorte que son système d'éducation et de formation soit de premier ordre. Cela s'applique à l'éducation préscolaire et au développement de la petite enfance, au système scolaire provincial, ainsi qu'aux études postsecondaires et à la formation professionnelle. L'ensemble des employeurs, qu'ils soient du secteur public ou privé, doivent veiller à fournir à leurs employés des occasions de perfectionner leurs

compétences. Des investissements appropriés de la part des particuliers, des employeurs et des administrations publiques seront donc nécessaires.

Mais même la main-d'œuvre la plus instruite et la plus qualifiée qui soit devra faire face aux inévitables ajustements économiques, qui provoqueront des pertes d'emplois et feront porter un fardeau additionnel à certains groupes de la société. Nous ne devrions pas pour autant nous laisser détourner de notre objectif, mais plutôt — voilà le deuxième enjeu clé — **veiller à ce qu'il y ait en place des mesures propres à faciliter les ajustements**, tels des programmes d'accès à la formation et d'aide à la réinstallation ou à la réorientation des travailleurs vers les secteurs économiques en expansion.

Troisièmement, il y aurait lieu d'**accroître l'efficacité des marchés de capitaux et du système financier** en Ontario et au Canada. Vous n'êtes pas sans savoir que la bonne tenue de l'économie dépend de la solidité et de l'efficacité du secteur des services financiers. La robustesse et le bon fonctionnement du système financier sont indispensables pour que les sociétés en expansion aient accès au crédit et que l'épargne puisse être mobilisée de façon à financer la croissance des entreprises.

Cela dit, je ne suis pas ici pour vous indiquer la voie à suivre dans ce domaine. Mais nous ne devons pas perdre de vue l'importante contribution que le secteur financier apporte à la croissance économique de l'Ontario. Cette province conservera un avantage concurrentiel grâce à l'efficacité de son secteur financier, qui contribuera à maintenir l'efficacité de notre propre marché et nous offrira la possibilité d'exporter notre savoir-faire. Les autorités ont donc intérêt à mettre en place un cadre qui permette à nos institutions et à nos marchés financiers de soutenir la concurrence face à la mondialisation grandissante. Dans un contexte d'évolution rapide des normes internationales, le Canada et l'Ontario doivent arriver en tête de file pour ce qui est de l'efficacité et de la compétitivité.

Quatrièmement, **les infrastructures de la province** doivent contribuer à l'efficacité industrielle, et non y faire obstacle. Cette exigence concerne en bonne partie les infrastructures de transport, non seulement celles situées à l'intérieur de l'Ontario, mais également celles qui la relient à ses partenaires commerciaux dans d'autres provinces, d'autres parties de l'Amérique du Nord et de pays d'outre-mer. Cependant, il n'y a pas que les infrastructures physiques qui comptent; il faut aussi les bonnes politiques en matière d'infrastructures dans des domaines tels que la sécurité, le commerce interprovincial et la réglementation. Par exemple, comme les industries ont de plus en plus recours à la livraison au moment adéquat, les délais d'attente à la frontière peuvent nuire grandement aux entreprises. C'est pourquoi il est indispensable que l'on rende la frontière aussi sûre que le nécessite le contexte actuel, tout en la maintenant suffisamment ouverte pour permettre la circulation rapide des biens et des gens.

Enfin, il convient de **voir à ce que l'on dispose, pour l'avenir, de sources d'énergie fiables et peu coûteuses**. Il faut trouver des moyens de favoriser la mise au point de nouvelles sources d'énergie et fournir les incitations nécessaires pour que cette énergie soit utilisée de manière efficace. De toute évidence, il est indispensable de mettre en

place un cadre approprié qui permette d'encourager les investissements dans la production et le transport d'électricité, y compris dans l'énergie renouvelable et les technologies de substitution.

Voilà donc cinq points essentiels sur lesquels je considère que l'Ontario doit axer ses efforts pour être en mesure de relever les défis qui l'attendent et de tirer avantage des possibilités offertes par l'expansion des marchés mondiaux. Cette liste est loin d'être exhaustive. Il existe de nombreuses autres questions importantes que je n'ai pas abordées. Mais j'ai tenté d'en faire ressortir cinq dont, à mon avis, les décideurs publics et les chefs d'entreprises se doivent de tenir compte.

### **Conclusion**

Nous savons que les défis auxquels notre économie doit faire face seront exigeants. Nous sommes conscients qu'il faudra faire des choix ardu pour obtenir un cadre économique propre à accroître l'efficience et la flexibilité de l'Ontario. Nous nous rendons compte que le fardeau des ajustements se répartira de manière disproportionnée sur certaines personnes et certains groupes, et qu'il nous incombe collectivement de faciliter ces ajustements.

Mais nous savons également que les Canadiens et les Ontariens ont fait par le passé des choix difficiles qui se sont révélés être les bons. Ces choix ont donné lieu à une économie résiliente et capable de concurrencer celles affichant la meilleure tenue. Cette tradition doit se poursuivre. Les choix que les Ontariens et les Ontariennes feront dans les années à venir détermineront notre capacité de relever les défis que présente pour nous l'évolution de l'économie mondiale et de saisir les occasions que l'expansion des marchés mondiaux nous offriront. L'Ontario possède des atouts humains et naturels considérables. Je suis convaincu qu'elle est également prête à faire les choix qui l'aideront à prospérer dans la nouvelle économie mondiale.